

SPORTS

sport.union@sonapresse.com

National-Foot : l'inéluctable retour à la case départ

LES assises à venir sur le National-Foot devraient acter la fin de l'ère du professionnalisme. Ce rétropédalage paraît logique au regard de l'échec d'un projet initié pour aider les clubs à se développer et valoriser les sélections nationales. Constat.

James Angelo LOUNDOU
Libreville/Gabon

AU commencement était la décision du chef de l'État Ali Bongo Ondimba, convaincu par quelques acteurs locaux et surtout une mission d'experts espagnols conduite par Jaume Ferrer, ancien vice-président du FC Barcelone (2003-2010) sous l'ère Joan Laporta, de rendre professionnels les championnats de première et de deuxième divisions, et aider les clubs à trouver l'autonomie financière. Mais, dès l'officialisation de la professionnalisation, à l'orée de la saison 2012-2013, des voix relevaient un brutal changement de statut sans passer par les étapes nécessaires avant l'objectif visé. Huit ans plus tard, le projet soutenu par le gouvernement gabonais est un échec. C'est que, malgré les sommes énormes mises à disposition, le cahier de charges imposé

aux clubs (disposer d'un stade de compétition, un terrain d'entraînement, un siège social, un compte bancaire, des catégories de jeunes) n'a pas été respecté par l'ensemble des entités. Aidés par la complaisance de la Ligue nationale de football professionnel (Linafp), l'organe en charge de l'organisation des National-Foot 1 et National-Foot 2.

Des clubs historiques comme le FC 105 et O'Mbilanziami n'en ont pas profité pour retrouver leur rang de place forte du football gabonais. D'autres, créés pour profiter de la manne, ont fait un passage éphémère en D1 ou D2. Quand ils n'ont pas tout simplement disparu des radars du haut niveau national, à l'instar de l'AC Bongoville, Océan Club de la Nyanga, Port-Gentil FC ou AS Solidarité. Pire, le niveau technique est allé decrescendo, faute de joueurs et encadreurs de qualité. Le spectacle souvent absent, le public s'est fait progressivement

rare. En compétitions continentales, le CF Mounana a été la seule éclaircie, avec une participation à la phase des poules de la Coupe de la Caf 2017. Alors qu'en sélection, le parcours au Chan 2014 (quart de finale) et la qualification pour le suivant ont été l'arbre qui cache le désert des talents locaux, rares chez les Panthères A.

Côté financier, les arriérés de salaires se sont accumulés dans la plupart des clubs. Lesquels n'ont pas été aidés par les versements irréguliers de la subvention de l'État. Une manne qui a au départ connu une grosse culbute (de 50 à 400 millions par club). Ajoutés à l'apport des différents partenaires, l'inflation et les appétits égoïstes se sont développés. Même si, au regard des chiffres recueillis auprès de la Linafp, le total des subventions perçues après six saisons sportives est presque la moitié des 51 milliards de francs que l'État aurait dû verser lors des cinq premières années. Et que depuis la

saison 2017-2018, plus rien n'a été fourni. Gabon Oil Company étant, entre-temps, devenu principal pourvoyeur des fonds aux clubs durant les deux dernières saisons. Mais si la baisse progressive du financement étatique (de 10 à 7, puis 3 et 2 milliards) a provoqué des dysfonctionnements, il n'empêche que l'héritage global reste mitigé. Les assises à venir initiées par le ministre des Sports Franck Nguema devraient donc enfoncer le dernier clou dans le cercueil d'un projet qui aura fait long feu. En son temps, son prédécesseur Alain-Claude Billie-By-Nze constatait déjà l'échec de la montée vers la professionnalisation du football gabonais.

Dans un contexte économique rendu encore plus difficile par la pandémie de Covid-19, le retour à la case départ paraît donc comme une évidence.

À moins de repartir avec les clubs prêts à répondre aux exigences et une feuille de route redéfinie.



Photo : DR/L'Union

Malgré les fonds injectés par l'État, les

"Il ne s'agit pas de la réforme du sport, mais celle du National-Foot"

Willy NDONG
Libreville/Gabon

APRÈS l'annonce par le ministre des Sports, Franck Nguema, de la tenue prochaine, à Libreville, des assises consacrées au National-Foot, de nombreuses voix se sont élevées pour dénoncer un forum sportif de trop, dont "l'objectif inavoué est de sortir des caisses de l'État, une fois encore, l'argent public", indique un président de club, très remonté à l'idée de prendre part à cette rencontre.

Interrogé sur la question, Franck Nguema s'est voulu rassurant, tout en précisant que les conclusions

de ces assises seront appliquées. "Dans un premier temps, il faut comprendre qu'il ne s'agit pas de la réforme du sport, mais celle du National-Foot. À cet effet, j'ai reçu des instructions fermes du président de la République, Ali Bongo Ondimba, pour mener à bien cette réforme. Et comme vous le savez, le National-Foot ne marche pas, malgré les fonds colossaux que l'État a déboursés. Donc nécessairement, nous devons faire un diagnostic du passé, positif et négatif, pour tracer les plans d'un avenir de progrès du National Foot. Par conséquent, nos assises devront déboucher sur des propositions concrètes visant à instaurer une

gestion financière réaliste et orthodoxe des clubs d'élite. En plus d'avoir un championnat qui joue et se termine à date précise. Désormais, seuls les clubs qui rempliront les conditions couchées dans le nouveau cahier de charges prendront part au National-Foot. Les résolutions desdites assises seront donc respectées de fait", a expliqué le membre du gouvernement.

Au cours de ces assises, plusieurs thématiques seront débattues. À savoir la bonne gouvernance, le mécénat, la formation des jeunes, le nouveau modèle économique du championnat, le statut du National-Foot, le financement de l'État...



Photo : H.N.M/L'Union

sport.union@sonapresse.com



Le changement de statut juridique des clubs s'impose

Willy NDONG
Libreville/Gabon

LES clubs de football, au même titre que les associations ou les églises, sont tous régis par la loi 35/62 du 10 décembre 1962. Par conséquent, toutes ces entités sont à but non lucratif. Ainsi, le caractère désintéressé de l'activité interdit la distribution d'un bénéfice ou la réalisation de profit. Ce qui n'est pas le cas pour les clubs du National-Foot, qui tirent profit en vendant par exemple leurs meilleurs joueurs à l'étranger. Réalisant ainsi des profits. De fait, ces clubs exercent leurs activités en toute illégalité. Face à cette situation, et dans l'optique de créer un véritable environnement économique autour de l'activité football, le changement de statut juridique des clubs s'impose, comme l'indique le président de la Ligue nationale de football (Linaf), Brice Mbika Ndjambou.

"La redéfinition d'une vision et la création d'un véritable environnement économique autour de l'activité football sont plus qu'urgentes. Dans cette organisation, l'entreprise est le club de football. C'est dans le club que nous retrouvons les footballeurs, les entraîneurs et les dirigeants

administratifs. Il est donc important que le club de football prenne une forme juridique qui lui permet de devenir soit une Entreprise unipersonnelle sportive à responsabilité limitée, soit une Société anonyme à objet sportif ou encore une Société anonyme sportive professionnelle".

Pour ce dernier, "il ne s'agit pas simplement de transformer le statut juridique des clubs, mais aussi de s'appesantir sur la nature des relations contractuelles qui existent entre les différents acteurs qui constituent le club d'une part et surtout l'environnement dans lequel va évoluer le club d'autre part, afin qu'il puisse se développer par le biais des partenaires et la commercialisation de ses produits. L'État, à travers plusieurs organes, serait simplement le régulateur de l'activité football. Avant d'ajouter que "ce modèle devrait progressivement stabiliser le football gabonais qui, dans une approche structurante et durable ne dépendra plus uniquement du financement public mais serait soutenu par une armature intégrée de ressources variées".

La balle est donc dans le camp de l'ensemble des acteurs du football gabonais.

Les clubs se sont bien au contraire appauvris et le National-Foot en panne.

Ils ont dit...

Par JAL

Photo: Wilfried MBINAH



BRICE MBIKA-NDJAMBOU (PRÉSIDENT DE LA LINAf)

"Que les assises à venir sur la réforme du National-Foot ne soient pas un conclave à charge sélective contre un ou des acteurs de la chaîne organisationnelle du football gabonais. Qu'elles nous permettent de mener une réflexion approfondie sur l'ensemble de l'écosystème football."

Photo: BANDOMA/ L'Union



BIENVENU OBIANG-ESSONO (PRÉSIDENT D'US BITAM).

"Le championnat dit professionnel nous laisse un sentiment mitigé. Il y a certes eu des améliorations sur le plan du développement du club, mais le modèle économique a éloigné les supporters qui étaient nos principaux cotisants, surtout à Bitam."

Photo: PS-NZE BEKALE



GILBERT MOULEKA (DIRIGEANT AS VAL)

"La professionnalisation de notre football n'a pas été bien pensée. Un tel challenge ne se décrète pas, il faut un environnement propice. Une ancienne formule avait le mérite d'être codifiée. Les entreprises pouvaient soutenir financièrement des clubs contre des allègements fiscaux."

Photo: J.F. Marola/ L'Union



PAUL KESSANY, ANCIEN INTERNATIONAL GABONAIS

"Revenir à un championnat amateur serait un vrai recul. Une perte de certains avantages à international, notamment dans la valorisation des joueurs pour des transferts et la cotation des clubs. Il faudra aussi liquider la dette. Je suis pour la restructuration de l'existant."